

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 1

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344660>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

A Genève, en novembre, et à la face du monde, MM. Reagan et Gorbatchev se sont longuement tenus par la barbichette. Avec quel profit, quels résultats? Le contact personnel de deux hauts responsables a sa vertu: la connaissance réciproque, si fugitive soit-elle, ne réduit pas les antagonismes, mais elle peut limiter, pour l'avenir, le champ des erreurs d'appréciation psychologique. C'est important. A part cela, les effets ont été de l'ordre de l'intention et de la conviction, non de la décision.

Intention d'accélérer la négociation qui se traîne depuis des années sur la limitation ou la réduction des armements et qui se complique constamment de nouveaux paramètres; intention, pieuse et gratuite, de ne pas rechercher la supériorité militaire; intention encore de parvenir à l'interdiction de l'arme chimique et à la destruction des stocks. On est, sur ce dernier chapitre, dans le concret, simplement parce que la Chambre américaine des Représentants a donné son aval à la reconstitution, dès fin 1987, de la capacité de guerre toxique après dix-huit ans d'abandon spontané, et que les Soviétiques, très en avance dans ce domaine, ont donc intérêt à ne pas prendre le risque d'être rattrapés. Quant à la conviction, elle a été commune sur un point: une guerre nucléaire ne pourrait être gagnée. On

applaudira des deux mains à cette profession de foi le jour où l'on en verra la conséquence logique, à savoir le démantèlement réciproque et gradué des arsenaux atomiques. Ce qui n'est pas pour demain. L'URSS trouverait peut-être avantage à une dissuasion réduite à ses facteurs classiques, mais elle ne va naturellement pas renoncer spontanément à l'égalité dont elle dispose sur le plan intercontinental, et moins encore à sa supériorité en matière d'armes nucléaires de portée continentale. Quant aux Etats-Unis, sauf à laisser à découvert leurs indispensables alliés européens, ils ne pourront pas, au moins avant vingt ans selon eux, se reposer, et encore avec quel pourcentage d'efficacité, sur un système de défense stratégique capable de neutraliser, à leur profit et à celui de leurs alliés, toute agression nucléaire. Une aptitude dont on sait qu'elle devrait être nécessairement complétée par celle de mener à moyens au moins égaux une guerre classique. Tout cela fait que la tractation ne sera pas moins laborieuse après qu'avant le sommet de Genève. L'attitude des Soviétiques le confirme d'ailleurs. Reprochant, de façon générale, à leurs partenaires un sabotage de la «détente», ils avancent ou renouvellent des propositions qui, en matière d'armements nucléaires ou d'expériences dans le même domaine,

tendent toujours à fixer à leur avantage le rapport des forces. De plus, ils n'arrêtent pas de tirer à boulets rouges sur l'Initiative de défense stratégique du président Reagan, preuve qu'ils craignent que, à longue échéance, celle-ci neutralise à la fois leur actuelle capacité offensive nucléaire et l'avance qu'ils ont prise dans le domaine des systèmes antimissiles susceptibles d'opérer dans l'espace.

Spectateurs intéressés, les alliés européens, qui apprécient à juste raison la situation à leur échelle et à plus court terme, sont conscients du danger que représente pour eux, à un niveau inférieur de portée, le renouvellement et le perfectionnement des armes nucléaires dites «de théâtre», dont les dernières-nées russes tireront jusqu'à 900 kilomètres. Assurés du soutien technique des Américains, et voyant bien que les Français ne peuvent avancer que lentement vers le service à fins communes de leur armement nucléaire, les Allemands de l'Ouest souhaitent – leur ministre de la Défense, M. Wörner, l'a répété en décembre – que les membres européens de l'OTAN organisent sans retard leur défense contre les missiles de portée réduite. L'occasion est ainsi offerte aux Européens d'occuper un créneau essentiel qu'ils ont la capacité de garnir. On mesurera à leur réaction l'état de leur volonté.

* *

*

Grand automne diplomatique,
grand automne du terrorisme politi-

que aussi. De Larnaca à Vienne et à Rome, il n'y a pas eu de trêve. Si l'on excepte la bavure dont furent victimes quatre fonctionnaires soviétiques en poste à Beyrouth et dont un fut assassiné par la faute d'intégristes sunnites assez bêtes pour croire que le terrorisme pouvait servir hors de son cadre stratégique, une bavure dont le seul effet pratique fut de permettre à l'armée syrienne de prendre possession de Tripoli, deuxième ville du Liban, les attentats ont visé, directement ou indirectement, séparément ou conjointement, les cibles habituelles. D'une part l'OTAN dans ses structures et son environnement européen, et ce fut l'œuvre de l'internationale de la violence «prosocialiste» – Action directe, Fraction Armée rouge, Cellules communistes combattantes –, d'autre part Israël et, avec lui, la présence militaire occidentale en Méditerranée.

Notons que l'Etat juif est toujours décidé à réagir – le QG palestinien à Tunis l'a éprouvé à ses dépens et les massacreurs de Vienne et de Rome l'éprouveront sans doute aussi – mais retenons surtout, comme particulièrement instructive, l'affaire de l'*Achille Lauro*. Non seulement parce que l'aspect bestial du terrorisme palestinien s'y est crûment manifesté, mais encore en raison de ses implications politico-stratégiques. Qu'a-t-on vu en effet? D'abord que l'aéronavale américaine, obéissant à l'ordre du président, était à même de subtiliser en plein ciel des malfrats qui se croyaient déjà en sécurité. De Kadhafi à Hafez

el-Assad, quelques-uns auront compris que les F-14 ne sont pas en Méditerranée uniquement pour des tirs d'exercice. Ensuite, l'affaire a illustré la position difficile, sinon ambiguë, de l'Italie. Allié solide de l'OTAN, mais aussi soucieux de ses gros intérêts dans le monde arabe, Rome a renâclé à juste titre, au nom de sa souveraineté, lorsque Washington a prétendu mettre la main sur des pirates qui relevaient à l'évidence de la justice italienne; mais son tort a été de laisser filer en Yougoslavie un individu manifestement complice, sinon instigateur, du coup de force contre l'*Achille Lauro*. L'histoire a tourné momentanément à la confusion du premier ministre Craxi, mais elle a surtout montré combien est délicate la tâche de l'Italie, qui doit tout ensemble garder sa frontière terrestre du nord-est, protéger mieux que par le passé ses longues côtes, couvrir les commandements et les bases du secteur sud de l'OTAN, coller à l'allié américain qui a ses propres desseins en Méditerranée, et ménager un Proche-Orient arabo-africain dont elle ne saurait se distancer même après avoir perdu la Libye de Mussolini.

Cela étant constaté, il reste évident que c'est l'Etat d'Israël et son existence qui sont toujours visés. On peut compter sur Jérusalem pour riposter du tranchant de sa lame. Mais il faut bien voir ceci: premièrement, que la Syrie, grignotant ce qui reste de bouillie libanaise, se retrouve de plus en plus confrontée directement à son

ennemi israélien. De récents incidents aériens sont significatifs à cet égard. Deuxièmement, que, malgré les louables sommations du président égyptien Moubarak, il est clair que l'OLP refuse toujours de reconnaître le droit d'Israël à l'existence, ce qui ne peut étonner que les imbéciles. Malgré les dénégations d'Arafat qui cherche à régner sur des complices dont les uns usent de la violence et dont les autres la récuse, l'objectif des uns et des autres est de jeter Israël à la mer. Les Occidentaux, Etats-Unis en tête, ne pourront éternellement feindre d'ignorer cette réalité, même en la noyant sous les arguties onusiennes. Le moment viendra où il leur faudra choisir. Car on ne peut à la fois déplorer le terrorisme et absoudre ses responsables. Le terrorisme ne reculera que lorsque les Etats occidentaux voudront bien reconnaître que celui-ci est couvert, protégé et encouragé par des Etats sans lesquels il serait impuissant et auxquels il convient donc de faire porter leurs responsabilités.

* *

*

Si Israël met la Syrie au premier rang des Etats suspects de fomenter contre lui toutes les formes d'agression indirecte, Le Caire a vu, dans la tragédie de l'avion d'Egypt-Air détourné sur Malte, la confirmation des manigances hostiles de Kadhafi. Comme en 1977, elle n'y est donc pas allée par quatre chemins, mais par la route côtière, poussant vers la frontière des renforts blindés alors que la

Libye prenait des dispositions identiques. L'affaire n'a pas eu de suite, mais du moins les Egyptiens ont-ils désigné, derrière les preneurs d'otages, l'Etat qu'ils tiennent pour responsable, et fait porter sur la tête, et non sur les mains, la menace d'une possible riposte.

Bien entendu, l'illustre trublion de Tripoli ne cessera pas pour autant de se mêler des affaires d'autrui. Mais allez savoir où il va s'agiter! Il s'est mis à dos les Tunisiens comme les Egyptiens; il s'est échaudé dans l'Ouganda qui cherche sans lui la voie d'une aléatoire réconciliation nationale; ses avances au nouveau régime soudanais ont été reçues avec une prudence manifeste; ami, sur le papier, du roi Hassan II, il ne peut plus guère animer le Front Polisario du Sahara occidental. Reste le Tchad où il consolide son appareil militaire, terrestre et aérien, ce qui inquiète fort le président Hissène Habré mais ne paraît pas troubler beaucoup le gouvernement de Paris. Et puis, il y a eu, surgie à la Noël, la guerre que le Mali et le Burkina ont ouverte, avec de pauvres moyens militaires, à propos d'une bande de territoire frontalier dont la Cour internationale de La Haye devrait régler le sort; ouverte ou plutôt rouverte, puisqu'un premier conflit armé avait éclaté il y a onze ans, avec l'occupation temporaire de la zone d'Agacher par les Maliens. Malgré les accointances entre le régime de Ouagadougou et celui de Tripoli, Kadhafi ne devrait cependant pas pouvoir tirer

grand profit d'une bagarre dont les voisins directs des Etats en cause, tout comme la France, marraine de l'ancienne Afrique occidentale et de ses rejets, souhaitent fermement la fin.

* *

*

L'évolution de la situation en Afrique australe est évidemment plus déterminante pour l'avenir du continent. Engagée dans un processus de réformes qu'approuvent les plus intelligents des libéraux sud-africains, le gouvernement de Pretoria affronte les entreprises menées ou inspirées de l'extérieur par un Congrès national africain qui avoue ouvertement son choix de la violence, ce qui ne le prive pas de substantielles bénédictions internationales. La volonté sud-africaine de rendre coup pour coup, au risque de s'aliéner l'amitié de voisins complices malgré eux de la subversion, s'ajoute à celle de soutenir, pour couvrir une Namibie que Pretoria n'abandonnera pas sans garanties pour sa sécurité, l'UNITA en lutte favorable contre le pouvoir en place en Angola et surtout contre ses auxiliaires cubains. Il suffirait que ces derniers se rapatrient pour que l'Afrique du Sud cesse de se mêler des affaires de l'Angola. Mais ni Fidel Castro, ni Moscou dont il dépend, ne songent apparemment à évacuer leur tête de pont angolaise.

* *

*

On ne saurait mettre un point final à cette chronique sans reparler de la

guerre majeure qui se livre aujourd'hui, celle de l'Afghanistan. Dans le dernier trimestre de 1985, les Soviétiques n'ont pas renouvelé leurs grosses offensives locales menées à coups de marteau – les bombardements aériens – et de faucille – les raids multiformes sur les principaux repaires de la Résistance nationale. Quant à eux, les patriotes afghans n'ont cessé de démontrer leur aptitude à frapper les QG et les bases ennemies les mieux défendues. Mais si les opérations militaires sont restées de courte portée, trois aspects de la guerre doivent être signalés au moment où celle-ci entre dans sa septième année. D'abord celui-ci: les Soviétiques mènent une guerre d'usure et d'extermination, mais ils répugnent encore à y engager les moyens humains qui leur permettraient peut-être d'occuper véritablement le terrain. Deux explications possibles à cela. Ou bien M. Gorbatchev n'a pas envie de voir revenir chez lui un nombre accru de cercueils recouverts du drapeau rouge; ou bien il compte encore et toujours sur la supériorité technique de ses armes pour venir à bout de la résistance. Deuxième aspect: sachant qu'ils ne

soumettront pas un peuple décidé à vivre, les Russes agissent comme s'il leur importait seulement de maîtriser les bases et les axes dont ils auraient besoin pour intervenir, au-delà de l'Afghanistan, vers le Pakistan, l'océan Indien, le golfe Persique et pétrolifère. Troisième aspect: améliorant péniblement leur armement, notamment via la Chine, les combattants afghans ont acquis au fil des mois et des ans une remarquable expérience tactique. Du coup de main ponctuel exécuté par surprise jusqu'à la large esquivé qui laisse l'assaillant pantois, en passant par une organisation logistique qui a la sagesse de rester rustique, on peut dire qu'ils maîtrisent aujourd'hui toutes les formes de la guérilla, alors même que les appuis extérieurs restent étroitement mesurés. Pour la première fois, les théories sur la longueur raisonnable d'une résistance autonome sont bouleversées. Quelle que soit sa durée, la défense afghane aura ainsi appris beaucoup à ceux qui, un jour ou l'autre, pourraient avoir à combattre un envahisseur.

J.-J. C.